



L'ÉCLAIRAGE | CHRONIQUE

PAR JEAN-PIERRE PETIT

L'illusoire baisse des dépenses

Ce n'est pas la première fois qu'on évoque en France la nécessaire maîtrise des dépenses publiques. Pourtant, la tendance longue est bien celle d'une forte hausse du ratio dépenses publiques sur produit intérieur brut (PIB) : 35 % en 1960, 40 % en 1974, 45 % en 1980, 51 % en 1983, 54 % en 1993, 57 % aujourd'hui.

La démarche actuelle nous semble illusoire pour au moins six raisons. C'est d'abord illusoire de penser qu'on puisse efficacement et durablement réduire le poids des dépenses publiques sans méthodologie sérieuse. Or, rien de tel n'a été entrepris. On en reste à une approche comptable qui consiste à trouver des milliards d'euros ici ou là, en fonction principalement de la résistance réelle ou supposée des différents lobbies et/ou forces politiques.

Il n'y a aucune recherche d'évaluation, encore moins d'expérimentation et de pilotage de l'efficacité de la dépense publique. Nous sommes donc très loin de l'expérience suédoise des années 1990 qui avait permis de ramener dans la durée le ratio dépenses publiques/PIB de près de 70 % au début des années 1990 à 52 % en 2008, grâce à une méthode réfléchie et à plusieurs outils : externalisation des missions de

service public, privatisations, mise en place d'un système actuariel par points pour le régime de retraites par répartition, introduction d'un système par capitalisation, alignement des fonctionnaires sur les règles de droit commun du marché du travail...

C'est aussi une illusion de croire qu'une telle stratégie puisse s'inscrire sans réformes de structures plus radicales. La baisse des dépenses publiques n'est pas une fin en soi, mais un élément parmi d'autres de la réforme structurelle qui vise à augmenter la compétitivité et la productivité. La renaissance d'une offre compétitive va bien au-delà de l'allègement du coût du travail de quelques dizaines de milliards d'euros (financé par des économies de dépenses) afin de rendre les choses un peu plus comparables avec nos voisins.

La baisse des charges sociales des entreprises ne doit pas constituer un substitut à une véritable flexibilité du marché du travail qui permettrait ainsi de lier les salaires réels aux conditions économiques fondamentales. Ces allègements de charges ne doivent pas non plus occulter une réforme résolue de la protection sociale. Sinon, on en reste à créer de nouvelles niches fiscales, peu efficaces et soutenables.

C'est donc une illusion de croire à la réussite d'une stratégie consensuelle en France. Une réelle baisse des dépenses suppose au contraire d'accepter la confrontation avec les forces hostiles au changement. La peur de l'affrontement est le principal catalyseur de l'immobilisme.

C'est symétriquement une illusion de penser que de telles évolutions puissent se faire de façon très graduelle. Seule une thérapie de choc est de nature à surmonter l'inertie bureaucratique et les résistances de tous ordres. Seule une thérapie de choc, par la cohérence et la détermination qu'elle manifeste, est de nature à insuffler de la crédibilité à tous les acteurs-clés : entreprises, ménages, investisseurs... Sinon, on entre, comme de coutume en France depuis quarante ans, dans la procrastination et dans la recherche des échappatoires de toutes sortes.

Tendances dépressives à court terme

C'est également une illusion de croire à la réussite d'une stratégie qui ne débouche pas à court terme sur de fortes pressions récessives, bien avant que les effets vertueux se manifestent. La France est une économie majoritairement socialiste, et la liquidation plus ou moins progressive de structures de dépenses excessives ou inefficaces ne peut qu'accroître les tendances dépressives à horizon court.

Il est donc difficile de croire qu'elle puisse se faire sans accompagnement monétaire plus net. Les stratégies de consolidation budgétaire réussies l'ont été avec le soutien des banques centrales (Suède, Canada dans les années 1990). Même les réformes de Gerhard Schröder au début des années 2000 se sont fai-

tes à un taux de change favorable pour l'Allemagne. La France est d'ores et déjà menacée aujourd'hui et dans les années futures par une déflation rampante, c'est-à-dire une croissance nominale très faible, voire nulle, alors même qu'elle a le ratio dette totale (publique et privée)/PIB le plus élevé de son histoire en temps de paix (plus de 250 %).

A cela s'ajoute un déficit de compétitivité-prix qui constitue une autre contrainte. La France ne pourra mener ses réformes dans un environnement fondamentalement déflationniste (euro fort et difficulté à ajuster le salaire horaire réel). Qu'on le veuille ou non, cela nécessitera un changement d'approche encore plus radical de la Banque centrale européenne (BCE).

Pour toutes ces raisons, il est au total illusoire de penser qu'une telle stratégie puisse se faire sans débat démocratique transparent. Jusqu'à présent, il n'y a rien eu de tel. La dernière campagne pour l'élection présidentielle de 2012 s'est effectuée sans que cette question soit même réellement abordée. D'aucuns prétendent qu'il est impossible, voire suicidaire, d'un point de vue politique, de se lancer dans une telle opération vérité ; dans une économie de rentes, les victimes des réformes s'identifient facilement et immédiatement, alors que les vertus de celles-ci sont diffuses et difficiles à expliquer.

Bref, la France fait face à des murs ; sa dette, ses engagements européens, sa démographie, ses mythes et son système politico-administratif. Cela fait tout de même beaucoup pour envisager une réelle inflexion à la baisse des dépenses publiques. ■

JEAN-PIERRE PETIT est économiste et président de la société de conseil Les Cahiers verts de l'économie